



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 16/03/2026

ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 Niort

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENO

95 RUE DE LA TERRAUDIERE
79000 Niort

Références : 0007202015/2026/131
Code AIOT : 0007202015

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement ENO implanté 95 RUE DE LA TERRAUDIERE 79000 Niort. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENO
- 95 RUE DE LA TERRAUDIERE 79000 Niort
- Code AIOT : 0007202015
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ENO est régulièrement enregistrée par arrêté préfectoral n° A6310 du 22 juillet 2021, à fabriquer des matériels de cuisson (planchas et fours), au regard de la rubrique 2565-2a. Environ 40 % de la production concerne le marché des bateaux (fabrication de produits de cuisson adaptés) et 60 % de la production concerne la fabrication de planchas émaillées.

Les pièces et des tôles en inox, galva et acier sont nettoyées, dégraissées et les pièces en fonte sont émaillées après décapage par grenaillage.

L'activité de travail des métaux concerne la découpe au laser, l'emboutissage, presse et pliage.

La société ENO emploie environ 80 personnes.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des points sont à améliorer sur l'information transmise aux employés susceptibles de manipuler des produits chimiques dangereux et sur la disponibilité des fiches de données de sécurité relatives à ces produits et leur mise à jour. Les conditions de stockage des produits ayant fait l'objet du contrôle sont conformes à la réglementation le jour de la visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection une liste exhaustive des produits chimiques utilisés sur le site. Toutefois il indique que seuls trois produits sont présents sur le site et sont utilisés pour nettoyer les appareils fabriqués : <ul style="list-style-type: none">- un détergent pour le nettoyage des vitres (QUICKNET)- deux solvants (ORASOLV A et TIFLEX) pour nettoyer l'acier, notamment les taches d'encre, sur le poste sérigraphie. Les fiches de données de sécurité de ces produits sont accessibles informatiquement sur le réseau de l'entreprise mais ne sont pas mises à disposition des employés. Les dernières mises à jour de ces FDS sont respectivement datées du 06/06/2017, 02/06/2015 et 15/06/2016 pour les 3 produits cités précédemment. Elles apparaissent trop anciennes notamment au regard de l'évolution de la connaissance des produits.. Lors de la visite des installations, l'inspection constate la présence de 2 cuves de 1000 litres chacune de lessive de soude à 30 % et d'acide chlorhydrique à 33 %, quasiment pleines, stockées à l'extérieur du bâtiment de fabrication, sous abri, avec l'ensemble des autres stocks de produits chimiques. L'exploitant indique que ces produits sont utilisés pour la fabrication d'eau déminéralisée. Du chlorure ferrique est également présent dans cette zone de stockage sous abri (11 bidons de 29 kg, soit un total de 319 kg). L'exploitant indique à l'inspection que ce produit est utilisé dans le cadre du fonctionnement de la station d'épuration du site. La lessive de soude, l'acide chlorhydrique et le chlorure ferrique n'ont pas fait l'objet d'une vérification de la mise à disposition ou de l'existence d'une fiche de données de sécurité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : => Il est demandé à l'exploitant de disposer de l'ensemble des fiches de données de sécurité pour tous les produits chimiques susceptibles d'être présents sur l'installation. Ces fiches doivent être régulièrement mises à jour.

=> L'employeur doit donner accès aux informations contenues dans ces fiches à l'ensemble des employés susceptibles de les utiliser ou d'y être exposés dans le cadre de leur travail.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucune information particulière n'est donnée aux utilisateurs de produits dangereux sur leur dangerosité ou sur les précautions à prendre lors des manipulations.</p> <p>Quelques pictogrammes mentionnant le port d'équipements de protection individuels sont affichés sur certains postes de travail mais ne sont pas présents sur l'ensemble des postes utilisant ces produits.</p> <p>Dans la zone de stockage des produits chimiques, située sous abri à l'extérieur du bâtiment principal, des consignes de manipulation complétées de pictogrammes sont affichées à destination des employés. Les conditions de stockages constatées lors de la visite sont conformes aux recommandations des FDS des produits cités au point précédent (QUICKNET, ORASOLV A et TIFLEX) , notamment la présence de ventilation suffisante, stockage dans récipients d'origine et bien fermés, sur cuvette de rétention.</p> <p>Les bidons vides sont stockés dans une zone séparée, regroupés par nature de produit et sur rétention. L'exploitant indique que la société ORTEC est chargée de la récupération de ces déchets.</p> <p>L'adéquation des moyens incendie avec la nature des produits n'est pas vérifiée par l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant doit informer l'ensemble des employés susceptibles de manipuler des produits chimiques de leur dangerosité afin qu'ils puissent mettre en œuvre les mesures appropriées à la manipulation de ces produits en toute connaissance de cause.</p> <p>=> L'exploitant s'assure de la compatibilité des moyens d'extinction avec les préconisations des fiches de données de sécurité des produits utilisés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate lors de la visite de l'atelier de fabrication que le stock de produits contenus dans des petits pulvérisateurs est gardé dans un bac constituant par lui-même une rétention suffisante en cas de fuite ou déversement.</p> <p>Les bidons, les 2 cuves de 1000 l et autres contenants stockés dans la zone dédiée à l'extérieur du bâtiment principal sont stockés sur rétentions suffisamment dimensionnées en cas de fuite ou déversement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation.</p> <p>Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.)</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Dans la zone de stockage principale, située à l'extérieur du bâtiment atelier, un affichage mentionnant la liste indicative des produits chimiques incompatibles ainsi que le tableau des incompatibilités entre produits chimiques sont mis à disposition des employés.</p> <p>L'inspection constate que les produits sont stockés dans des bacs de rétention séparés par types de produits, assurant ainsi l'absence de mélange de produits incompatibles en cas de fuite ou déversement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection qu'il ne tient à jour aucun registre mentionnant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux présents sur site.</p> <p>Il précise que le responsable des achats de produits réalise un contrôle visuel régulier du stock présent et que cela lui suffit à savoir s'il a besoin de commander de nouveaux produits.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant l'importance de disposer de l'état des stocks des produits chimiques présents sur le site afin de faciliter l'intervention des pompiers en cas de sinistre pour qu'ils connaissent la quantité et la localisation des produits chimiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>=> L'exploitant doit mettre en place et tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus sur son site. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>